

# ÉDUCATION. Manque d'AESH

## L'incompréhension à Cherbourg

**CES DERNIÈRES** semaines, les parents d'élèves et les équipes éducatives du collège Emile-Zola et du lycée Tocqueville de Cherbourg-en-Cotentin ont manifesté leur « désarroi du fait du manque d'AESH, ces personnes salariées par l'Éducation nationale pour accompagner les enfants handicapés dans leur parcours scolaire ».

« Inacceptable »

Lors de la séance plénière du Département de vendredi dernier, Emmanuelle Bellée, élue d'opposition du canton de Cherbourg 1, a de nouveau alerté sur ce sujet récurrent dans le département : « Comme les familles, les équipes éducatives, les associations de parents d'élèves, les élus locaux, nous avons secoué la noble institution avec cette injonction : il faut faire quelque chose. Mais on dirait que personne ne peut rien, a-t-elle déploré. À défaut d'être dans les petits papiers du ministère de l'Éducation nationale, nous tentons notre chance devant vous, ne serait-ce que pour vous faire connaître une situation inacceptable qui perdure d'année en année. » Elle a exprimé son incompréhension : « Inacceptable à double titre, le premier étant le respect de l'État de droit : il est invraisemblable qu'une administration d'État n'applique les lois votées par le parlement que quand cela lui chante. Il est inacceptable de donner jour après jour, année après année, aux citoyens de ce pays, l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire... et de se plaindre ensuite de la défiance de ceux-ci envers leurs institutions ». Au-delà de cette question de principe, Emmanuelle Bellée a rappelé que les notifications prises par la MDPH étaient l'aboutissement d'un travail d'examen de la situation de l'enfant pour favoriser son inclusion scolaire et que ces notifications de droit, instruites par les services sociaux du département, faisaient naître des espoirs souvent vite douchés par manque de dotations mais aussi de candidatures à cette fonction d'accompagnant scolaire.